

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Etat-d-urgence-en-Equateur-face-aux-protestations-indigenes-contre-l-e-TLC-avec-les-Etats-Unis>

État d'urgence en Équateur face aux protestations indigènes contre l e TLC avec les États-Unis

- Les Cousins - Équateur -
Date de mise en ligne : jeudi 23 mars 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Agence France-Presse

Quito, Le mercredi 22 mars 2006

L'état d'urgence a été décrété mercredi en Équateur afin de restaurer l'ordre à la suite des manifestations des communautés indigènes qui protestent contre le traité de libre-échange commercial *TLC* envisagé avec les États-Unis et qui ont affiché leur détermination à poursuivre leur mouvement.

Le président équatorien Alfredo Palacio a ordonné mardi soir l'envoi de troupes dans cinq provinces qui ont été placées sous contrôle militaire, restreignant le droit de réunion pour une période indéterminée.

Les communautés indigènes, qui ont notamment multiplié les marches et les blocages routiers depuis plusieurs semaines contre le TLC avec les États-Unis, menacent de provoquer le renversement du gouvernement s'il n'organise pas un référendum.

L'état d'urgence « a exacerbé encore plus » la colère des manifestants, a réagi mercredi Humberto Cholango, dirigeant de la Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (Conaie), qui regroupe la plupart des ethnies.

« Nous allons poursuivre notre lutte contre le TLC », a assuré le dirigeant indigène.

Le ministre équatorien de l'Intérieur Felipe Vega a indiqué que les soldats allaient rétablir la circulation, tout en agissant avec « beaucoup de prudence » pour éviter les affrontements avec les communautés indigènes, dont l'action commence à créer des difficultés d'approvisionnement dans plusieurs localités.

Le ministre de l'Intérieur a invité les manifestants à recueillir les 656 000 signatures nécessaires, soit 8% du corps électoral, pour pouvoir organiser un référendum conformément à la Constitution.

Les États-Unis ont entamé en mai 2004 des négociations sur un traité de libre-échange avec l'Équateur, mais aussi le Pérou et la Colombie qui sont parvenus respectivement à un accord en décembre et en février.

Les Indiens d'Amazonie manifestent également depuis des mois contre le groupe pétrolier américain Oxy « accusé de vente illégale d'actions » et demandent la renégociation des contrats pétroliers avec les grandes multinationales.